

Plus d'écologie et de revenus : ce qu'il faut retenir des programmes agricoles

© 23/05/2019 |  Arnaud Carpon, avec AFP •  Terre-net Média

Améliorer les revenus des exploitants d'un côté, favoriser une agriculture de qualité et soucieuse de l'environnement de l'autre : les partis en lice pour les élections européennes cherchent l'articulation entre ces deux axes en vue de la reprise des négociations sur la future Pac 2021-2027.



*Dimanche
26 mai 2019
et les jours
précédents,
les
Européens
sont invités
à élire leurs
eurodéputés
au
Parlement
européen
pour la
mandature
2019-2024.
(©Terre-net
Média)*

Retrouvez, en cliquant sur le bouton en haut à droite de l'article, ou à la fin de ce dernier, un sommaire avec tous les articles pour **comprendre les enjeux**, retenir **l'essentiel des programmes agricoles** des principaux partis candidats aux élections européennes.

À lire >> [\[Décryptage\] Les enjeux du scrutin européen pour l'agriculture française](#)

Pas moins de 34 listes ont été déposées en France - un record - en vue du scrutin des **élections européennes** qui se déroule dimanche 26 mai 2019. Parmi les partis candidats, les principales formations politiques se rejoignent quasiment toutes sur l'orientation globale qu'elles souhaitent donner à **l'agriculture : mieux soutenir les agriculteurs** pour qu'ils vivent de leur métier et, surtout, **verdir davantage les pratiques** pour qu'elles soient, selon elles, plus en phase avec les **attentes des citoyens** et les **enjeux environnementaux**.

Le principal enjeu de ce scrutin européen réside dans la **réforme de la Pac** pour la période 2021-2027, actuellement en négociation. Avec plus de 360 Mds€ alloués entre 2014 et 2020 - soit environ 40 % du budget de l'Union européenne (dont 9,1 Mds€ par an pour la France), la Pac est un fromage vital pour l'agriculture nationale. Mais son avenir reste incertain dans le contexte du **Brexit**, avec une possible baisse des crédits, à laquelle la France s'oppose fermement.

A lire >> [65 % des agriculteurs comptent aller voter dimanche 26 mai](#)

Si les objectifs agricoles font consensus chez les principaux partis candidats, les moyens proposés sont radicalement différents.

Le **Rassemblement national** estime qu'il est nécessaire d'arrêter l'actuelle Pac pour instaurer une « Politique agricole française », capable de « protéger l'agriculture française face à la concurrence déloyale » et de « mettre en valeur et favoriser à l'international les richesses de notre terroir ». Le RN met aussi l'accent sur la défense des « petites et moyennes exploitations agricoles », en s'appuyant sur le principe du « localisme » qui s'attache à privilégier les circuits courts.

A lire >> [Pac renationalisée et localisme : le programme agricole du Rassemblement national](#)

Pour le reste du champ politique, attaché à la Pac, se pose la même problématique, résumée par le **Parti communiste** : comment allier « l'impératif d'un travail rémunérateur et celui d'une agriculture paysanne libérée de la pression du rendement à tout prix et du recours aux pesticides ». Chez **la France**

insoumise, on défend la même priorité : se servir de la Pac pour créer des emplois en agriculture.

La France insoumise plaide aussi pour « sortir des pesticides, des néonicotinoïdes et des OGM ». « Si l'UE ne prend pas ces mesures, chaque Etat doit pouvoir les appliquer unilatéralement y compris vis-à-vis des importations en provenance d'autres pays de l'UE », ajoute LFI.

A lire >> [Le parti de Mélenchon veut refondre la Pac pour une « agriculture insoumise »](#)

Pour **la République en marche**, il s'agit d'abord de « ramener de la sérénité dans les exploitations agricoles », dit l'éleveur et candidat Jérémy Decerle, en érigeant le revenu des exploitants comme première priorité.

Le parti présidentiel affiche sa volonté de « défendre le budget agricole » mais en revoyant le système des aides qui ne doivent plus être allouées à l'hectare, ce qui favorise l'agrandissement des exploitations, mais en les concentrant « sur les exploitations petites et moyennes, les exploitations familiales, celles qui jouent le jeu de la transition écologique, en diminuant les pesticides, en sortant du glyphosate, en privilégiant le bio », selon l'écologiste et numéro 2 de la liste Pascal Canfin.

A lire >> [Fin du glyphosate, soutien aux actifs : le programme agricole minimaliste de LREM](#)

De manière générale, sanctuariser le budget de la Pac, fléchir les aides vers la transition écologique et protéger les petites exploitations (une particularité française) font largement consensus à droite comme à gauche.

Un volet « Alimentation » plus développé

Par exemple, **PS-Place publique** milite pour attribuer 70 % du budget de la Pac « aux pratiques agricoles qui visent à l'abandon des pesticides et des engrais de synthèse, afin de permettre la restauration des sols, une meilleure gestion des ressources en eau et l'entretien des paysages et de la biodiversité ».

A lire >> [L'alliance PS-Place publique défend un « projet agricole de rupture »](#)

Généralistes, le parti de Benoît Hamon, évoque la création d'un « bouclier bio qui financera intégralement les coûts du passage à l'agriculture biologique pour les agriculteurs ». À gauche, les formations s'accordent pour inclure un volet « alimentation » dans la Pac. La France insoumise propose ainsi de « réduire fortement la part de l'alimentation carnée notamment en favorisant des subventions de la Pac pour les cultures végétales à destination de l'alimentation humaine ». PS-Place publique demande de son côté « une TVA à taux réduit sur les produits de l'agriculture biologique ».

« Nous voulons favoriser l'alimentation locale, avec la généralisation des plans alimentaires territoriaux, des journées européennes végétariennes et bio dans les cantines scolaires et la restauration collective, le retrait des aides de la Pac en cas d'exportation et l'instauration d'un conditionnement des aides à un critère territorial pour relocaliser l'agriculture », détaille **Europe Ecologie - Les Verts**.

A lire >> [Pour EELV, l'agriculture peut être « 100 % bio et locale » grâce à l'agronomie](#)

Moins teinté d'écologie, le programme des **Républicains** se distingue par sa volonté de rétablir le « principe communautaire dans le domaine agricole » mais aussi par la création d'un « Fonds européen permanent de prévention et de gestion des crises agricoles pour intervenir rapidement en dehors du principe budgétaire d'annualité de la Pac ». LR appelle aussi à défendre « des synergies avec d'autres programmes européens », prenant comme exemple « les applications du secteur spatial au secteur agricole dans la gestion des terres et des ressources ».

A lire >> [Le projet agricole Les Républicains dans la droite ligne des décisions passées](#)

Quant à **l'UDI-Les Européens**, le parti de Jean-Christophe Lagarde, il s'agit de lutter contre les distorsions de concurrence intra-européennes, via la fiscalité et les conditions sociales d'emploi, et imposer une plus grande transparence des négociations des accords de libre-échange.